

campagne électorale, au sujet de l'indépendance de notre pays et de son avenir, n'était pas que propagande électorale, à des fins politiques et partisanses. J'espère que cela nous touche tous profondément et que tous les députés attendent avec impatience un juste retour des choses.

L'adoption d'une loi pour rendre plus commode à une compagnie privée dont la plus grande partie des actions appartient à des intérêts étrangers, de faire des affaires plus facilement au pays, n'est pas à mon sens une loi qui sert les intérêts des Canadiens.

Puis-je avancer une opinion personnelle à laquelle je tiens beaucoup; je ne sais si notre parti a exprimé une politique ferme à ce sujet. Je remarque qu'il y a quelques années, cette compagnie est entrée dans le domaine de l'assurance-maladie et de l'assurance-accidents, en plus de l'assurance-vie. J'estime—je ne sais si certains députés pensent comme moi—qu'une compagnie privée ou une société qui s'enrichit du malheur des autres est immorale. Ce n'est pas, je crois, un domaine approprié pour une entreprise privée. Je suis certain que cette compagnie, et toutes les autres du genre, ne se contentent pas de rentrer dans leurs frais et ne veulent certainement pas perdre de l'argent. Le profit, voilà leur seule raison d'être. C'est un domaine, je pense, où le public dans son ensemble devrait être engagé par l'intermédiaire de ses gouvernements. Encore une fois, je trouve difficile d'appuyer une mesure législative qui aiderait les sociétés privées à vendre l'assurance-accidents et l'assurance-maladie.

Si je réagis avec violence, je l'avoue, c'est probablement parce que j'ai vu des sociétés privées d'assurances de ma propre province s'élever de la façon la plus odieuse contre les programmes d'assurance frais médicaux et d'assurance-hospitalisation. A la suite de ce que l'on a dit jusqu'ici, et en partie, j'espère, de ce que je viens de dire, j'aimerais proposer, monsieur l'Orateur, appuyé de l'honorable représentant de Saskatoon-Biggar (M. Gleave):

Que le bill S-8 ne soit pas lu maintenant pour la 2^e fois, mais qu'il le soit dans six mois à compter d'aujourd'hui.

• (5.50 p.m.)

M. Frank Howard (Skeena): Il est rare qu'on manifeste beaucoup d'intérêt à la Chambre à l'égard du canadianisme ou qu'on donne la moindre indication qu'il faudrait se préoccuper grandement...

M. Wahn: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je crois que la motion a trait au bill S-8, alors que c'est le bill S-13 qui est à

l'étude. Je prétends donc que la motion n'est pas acceptable. Puisqu'il ne reste aucun député de l'autre côté qui doive prendre la parole, peut-être la motion sur le bill S-13 devrait-elle être mise aux voix et déferée au comité.

M. Howard (Skeena): Cela se peut fort bien, monsieur l'Orateur. Je viens de consulter mon honorable ami le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin) qui me dit que le messenger s'est trompé de feuille. J'ai l'amendement exact ici, et on y lit «Que ce bill» mais il n'y a pas de numéro. C'est la bonne motion.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. Il est exact que la motion a trait au bill S-8, mais dans les circonstances je pense que la Chambre croyait qu'il s'agissait du bill à l'étude, qui est bien le bill S-13.

M. Howard (Skeena): Je pense que mon honorable ami de Regina-Lake Centre voulait s'excuser de l'erreur qui a été commise, monsieur l'Orateur. Je le répète, ce n'est pas souvent que nous trouvons des gens à la Chambre qui tiennent vraiment à ce que nous soyons fiers de notre pays, qui s'efforcent de rendre notre pays indépendant sur le plan économique et d'obtenir que l'exercice de notre action politique et de notre juridiction soit tel que nous devenions maîtres chez nous.

Je ne veux pas témoigner de malveillance envers le député qui a pris la parole pour invoquer le Règlement, mais c'est un fait qu'il a à son actif autant d'initiatives que n'importe lequel de ses collègues de la Chambre en ce qui concerne le parrainage de bills en faveur de sociétés contrôlées par des intérêts étrangers. Je ne pense pas que cela constitue un titre de gloire, mais je dis cela sans en vouloir au député de St. Paul's (M. Wahn).

Comme le député de Regina-Lake Centre l'a signalé, nous devrions avoir un peu plus le souci de ce que nous, Canadiens, devons faire pour conserver notre intégrité économique et politique. Nous avons entendu le premier ministre (M. Trudeau) affirmer avec orgueil la souveraineté de notre pays, notre souveraineté sur l'Arctique, notre droit d'être maîtres chez nous et ainsi de suite. Pourtant, chaque année, nous voyons les députés ministériels demander instamment que nous traitions avec égard les États-Unis...

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. Le député aurait-il l'obligeance de parler du bill S-13?